

AUTRES FACETTES

INFORMATIONS ET OPINIONS SUR L'EFFORT INTERNATIONAL POUR ÉLIMINER LES DIAMANTS DE GUERRE

Numéro 3

octobre 2001

LES DIAMANTS DE GUERRE SONT ÉTERNELS?

Profonde déception des ONG à l'égard du Processus de Kimberley

« Plus clair que les phoques et le commerce de la fourrure »

Des représentants de 32 gouvernements ainsi que de l'industrie et des ONG se sont réunis à Londres au cours de la semaine du 10 septembre pour poursuivre les discussions sur un mécanisme de certification mondial des diamants bruts. Il s'agissait de la huitième réunion dans le cadre du « Processus de Kimberley », qui a débuté il y a 16 mois à l'initiative du gouvernement de l'Afrique du Sud. Selon le communiqué final, la réunion de Londres a permis d'en arriver à un accord de principe sur une foule de questions litigieuses : la création d'une base de données internationale sur la production et le commerce des diamants bruts; l'application effective des dispositions du mécanisme de certification, y compris une surveillance et un encadrement crédibles; l'autoréglementation de l'industrie; le partage d'information; et un vaste éventail d'autres questions dont débattent depuis longtemps les partisans de l'élimination des diamants de guerre.

« Ce sur quoi on s'est réellement entendu à la réunion de Londres est toutefois légèrement différent », dit **Ian Smillie**, coordonnateur de la recherche à **Partenariat Afrique Canada**. « On a conclu un accord général sur le besoin de certificats de réexportation, de surveillance internationale autonome des mécanismes de contrôle nationaux et d'une base de données internationale. Cela apparaît comme un pas en avant mais, outre un « accord de principe » sur ces questions et la plupart des autres, presque chaque détail a suscité un long débat. En bout de ligne, il y avait en fait plus de mots, d'expressions et de phrases entre crochets qu'avant la réunion. En fait, beaucoup des questions sur lesquelles on a obtenu un accord de principe avaient déjà fait l'objet d'un tel accord il y a plus d'un an, et le débat a été repris intégralement à Londres. »

Plus de 180 ONG dans 40 pays, sous la direction d'**ActionAid**, de Londres, ont signé une pétition avant la réunion affirmant que l'autoréglementation du système de certification proposé ne serait ni crédible ni acceptable (voir l'article, p. 2). Toutes les mentions d'une surveillance extérieure des systèmes nationaux ainsi que de la chaîne de garanties proposée par l'industrie ont soit été mises entre crochets ou retirées du texte de négociation. « Tous ceux qui participaient au processus ont présenté leurs points de vue par écrit avant la réunion de Londres, dit Smillie. Nous avons ensuite débattu d'une bonne partie du projet de document en plénière; nous nous sommes répartis en groupes pour consolider les discussions; et nous sommes retournés en plénière où tout a été remis sur la table. On propose maintenant que nous reprenions exactement la même démarche pour la prochaine réunion, à Luanda, à la fin d'octobre. »

Plusieurs enjeux clés n'ont pas fait l'objet de discussions à la réunion, notamment l'autorité qui présiderait au fonctionnement d'un mécanisme de certification. De plus, l'UE a soulevé un obstacle imprévu au cours du dernier après-midi de la réunion, affirmant que les contrôles nationaux au sein des États membres de l'UE et entre eux violeraient la loi de l'UE sur l'ouverture des frontières.

(suite page 4)

DÉSTABILISER LA GUINÉE

UN RAPPORT ASSOCIE TAYLOR, LES ATTAQUES PAR-DELÀ LA FRONTIÈRE ET LES DIAMANTS

Un nouveau rapport, publié en octobre par le Diamonds and Human Security Project, établit un lien direct entre de nombreuses attaques meurtrières par-delà la frontière en Guinée en 2000 et 2001 par le Front révolutionnaire uni de la Sierra Leone et les ambitions économiques expansionnistes du président du Libéria, Charles Taylor. Le rapport, intitulé « Déstabiliser la Guinée : Les diamants, Charles Taylor et la possibilité d'une catastrophe humaine de plus grande envergure », a été rédigé par Lansana Gberie, associé de recherche du projet, après deux voyages en Guinée plus tôt cette année.

Le rapport suit l'évolution de l'industrie du diamant de la Guinée depuis les premières découvertes, dans les années 1930, jusqu'à la création d'un système de certification des exportations plus tôt cette année. Il s'attarde plus particulièrement, cependant, aux raisons qui sous-tendent les attaques dévastatrices du RUF dans la région forestière de la Guinée, qui ont entraîné des pertes de vie considérables et une importante dispersion de la population ainsi que de graves dommages aux infrastructures de la région. L'auteur affirme que le conflit en Guinée, comme le conflit qui semble s'atténuer en Sierra Leone, concerne surtout les ressources – une campagne fondée sur la cupidité et la richesse. En raison de leur petite taille et de leur grande valeur, les diamants ont occupé une grande place dans la réflexion du RUF ainsi que de ses mentors libériens. Ceux-ci espéraient répéter ce qu'ils avaient accompli auparavant en Sierra Leone. Les analystes ont largement négligé cette réalité parce que, contrairement au cas de la Sierra Leone, les diamants n'ont pas joué, dans l'histoire de la Guinée, un rôle économique ou politique de premier plan. Cependant, les diamants de la Guinée sont réels, et ils présentent un attrait considérable pour les autres.

Le rapport sera affiché sur le site Web de Partenariat Afrique Canada à www.partenariatafriquecanada.org. On peut commander des copies papier, au prix de 5 \$ US, en écrivant à Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa (Ontario), K1N 7Z2, Canada. Des rabais seront accordés aux commandes par lot.

CAMPAGNES

STOPPEZ LES DIAMANTS DE SANG MAINTENANT! LA CLÉ DE KIMBERLEY

Préoccupés par la détermination vacillante à l'égard du Processus de Kimberley, un bon nombre d'ONG, sous l'impulsion de l'organisation britannique **ActionAid**, ont fait circuler en septembre une pétition dans le but de manifester l'appui de la société civile à un mécanisme de certification significatif.

La pétition signalait que : " Les armées rebelles, chefs de guerre, passeurs d'armes, briseurs de sanctions et commerçants sans scrupules ont tiré parti de la grande valeur et de la petite taille des diamants ainsi que de l'absence totale de toute forme de réglementation... Ce faisant, ils ont aussi contribué à la perte de dizaines de milliers de vies humaines et à la destruction de pays entiers. Les diamants, souvent considérés comme des symboles d'amour, de dévouement et de pureté, sont devenus la monnaie d'assassinats, de banditisme, de misère et de blanchiment d'argent."

La pétition signalait aussi que le Processus de Kimberley vise à concevoir un système qui puisse " certifier " trois choses : " Que les diamants de guerre ne puissent pénétrer dans le système commercial légal entre le point d'extraction et la première exportation par un pays producteur; que les diamants ne soient pas falsifiés entre leur expédition par un pays producteur et leur première arrivée dans un pays où ils seront coupés, polis ou vendus; et que les pays où l'on coupe, polit et vend des diamants bruts adoptent des mécanismes et des procédures de contrôle assez efficaces pour s'assurer que les diamants de guerre ne puissent pas pénétrer leur commerce."

La pétition affirmait, cependant, que : " Plus d'une année après le début du Processus de Kimberley... il s'est passé peu de choses. Après six réunions très onéreuses, de nombreux gouvernements refusent encore de considérer le mot " accord " dans les ébauches de documents en discussion. De nombreux représentants de gouvernements se rendent aux réunions sans avoir le mandat d'approuver quoi que ce soit, pas même des *propositions* qu'ils pourraient rapporter dans leur pays afin d'en discuter. La plupart des gouvernements ne publient pas de statistiques commerciales publiques sur la circulation des diamants; aucun revendeur n'a été exclu de quelque bourse que ce soit dans le monde pour avoir fait le commerce de diamants de guerre, même si des journalistes ont eu beau jeu d'offrir avec succès des " diamants de guerre " à des revendeurs de New York, de Londres et d'ailleurs."

La pétition disait que le processus devrait être accéléré. Elle disait aussi que l'auto-réglementation – telle que proposée par de nombreux gouvernements – ne fonctionnera pas. " Trop de gouvernements, de sociétés et de personnes se sont déjà avérés indignes de confiance, au prix de dizaines de milliers de vies humaines. Les gouvernements et l'industrie du diamant doivent en arriver à un accord pratique de certification *maintenant*, dans lequel seraient inscrites des dispositions dignes de foi concernant la surveillance internationale. Tous les pays impliqués dans la production, la circulation et la transformation de diamants bruts *doivent* s'entendre sur des normes internationales minimales, et celles-ci *doivent* pouvoir être soumises à un examen international minutieux. Rien de moins ne suffira à inspirer aux consommateurs la confiance dont ils ont besoin et qu'ils méritent lorsqu'ils achètent quelque chose d'aussi dispendieux et d'aussi important qu'un diamant."

181 ONG, Églises et établissements universitaires dans 40 pays, dont 12 pays de l'Afrique, ont signé la pétition. Diverses organisations nationales affiliées à **Amnistie Internationale**, à **CARE**, à **Oxfam** et à **Vision mondiale** étaient au nombre des signataires. On estime qu'ensemble, le nombre des donateurs et des membres des organisations signataires dépasse cinq millions de personnes.

DIAMANTS DE GUERRE : FRANCHIR LES FRONTIÈRES EUROPÉENNES?

Une nouvelle étude des pratiques de contrôle frontalier dans trois États membres de l'UE révèle que les diamants de guerre franchissent probablement les frontières sans que les gouvernements ne le sachent ou ne les réglementent suffisamment. L'étude, publiée en août et réalisée par le Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO), a relevé d'énormes différences entre les divers systèmes d'inspection et de surveillance au sein de l'UE. En général, les contrôles frontaliers de la Belgique, et sa capacité de vérifier les certificats, sont les plus élaborés, tandis que ceux du R.-U. ou des Pays-Bas ne sont pas à la hauteur. Le rapport décrit à quel point il a été difficile d'obtenir des statistiques sur le commerce des diamants de la part des gouvernements britanniques et hollandais, et souligne que les règles commerciales de l'UE entravent la vérification des importations indirectes dans des pays tels que la Belgique.

Le rapport a été présenté à une réunion internationale d'experts au Parlement européen, à Bruxelles, organisée par le Netherlands Institute for Southern Africa et Oxfam International. On trouvera les détails de la réunion ainsi que le rapport intégral (en anglais) à <http://www.niza.nl/uk/campaigns/diamonds/index.html>.

SIERRA LEONE : FIN DE LA GUERRE?

Au cours d'une visite dans les régions productrices de diamants au début de septembre, le président de la Sierra Leone, Ahmed Tejan Kabbah, a déclaré que la guerre civile qui faisait rage depuis 10 ans était terminée. Cette déclaration venait après trois mois de désarmement par à la fois les combattants rebelles du RUF et la Force de défense civile du pays. Kabbah a fait cette déclaration durant une visite émouvante à Koidu, le centre de la région productrice de diamants du pays, accompagné par le président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, et Alpha Oumar Konare, président du Mali et président de la CEDEAO. La plupart des immeubles à Koidu ont été détruits durant les combats et la rencontre a eu lieu dans une église, un des rares bâtiments encore debout.

Kabbah a par la suite fixé la date de l'élection générale au 14 mai 2002, une année après la fin de son mandat officiel. La constitution prévoit une prolongation du mandat, mais le porte-parole des rebelles du RUF, Gibril Massaquoi, a réitéré les demandes voulant que le gouvernement démissionne sur-le-champ et qu'un gouvernement provisoire prenne la relève durant 18 mois pour permettre à tous les partis politiques de mener leur campagne. « Le mandat du président Kabbah est terminé. Nous voulons une conférence de consultation où tous les partis politiques, toute la société civile prendront une décision sur l'avenir politique », a dit Massaquoi.

Bien que la force de maintien de la paix de l'ONU, la MINUSIL, patrouille désormais dans l'ensemble de la région diamantifère, aucun accord n'a été conclu qui permettrait au gouvernement de reprendre en main le secteur minier. Le RUF s'adonne encore activement à l'extraction de diamants, qui a été l'un des facteurs décisifs de la prolongation de la guerre. Le RUF a signé et rompu deux accords de paix antérieurs, en 1997 et 1999.

Les diamants en ligne

www.partnershipafricacanada.org, dans un nouveau format est présentement en ligne en anglais. Le site français est en cours d'élaboration. Le site comprend une section « Ressources », un portail à des liens et à des documents concernant l'Afrique et la question de diamants de guerre.

CONGO : 16 MILLIONS DE PERSONNES MEURENT DE FAIM

Le plus récent d'une série de rapports d'ONG sur la crise humanitaire qui sévit en République démocratique du Congo rapportait qu'une grave pénurie de vivres menaçait jusqu'à 16 millions de personnes, que 2,5 millions étaient déjà mortes et que deux autres millions avaient été déplacées par la guerre. Le rapport, publié par les ONG britanniques Oxfam, Save the Children et Christian Aid, affirmait que : " La pauvreté, accentuée par la guerre, augmente la vulnérabilité des personnes à grande échelle...Les régions du pays qui produisaient des denrées alimentaires destinées à l'exportation sont maintenant ravagées par la faim; le taux de malnutrition sévère pour les enfants de moins de cinq ans a atteint les 30 %."

L'étendue du problème n'a été révélée au grand jour qu'au moment où le cessez-le-feu et la désescalade des combats sont survenus, plus tôt cette année, permettant aux organismes d'aide de pénétrer dans certaines des régions les plus durement frappées. Les trois années de guerre ont vu le pays ravagé par les rebelles et les armées des États voisins dans leur course pour dévaliser le pays de ses richesses minérales, y compris les diamants. Le gouvernement, les groupes de rebelles et les partis de l'opposition se réuniront en octobre afin d'entreprendre un " dialogue national " visant à mettre fin aux trois années de guerre civile. Cela n'a cependant pas amélioré la situation du Congolais moyen. " Beaucoup de Congolais oscillent entre la vie et la mort ", selon de rapport des ONG. Et un travailleur d'Oxfam ajoute que : " La réponse de la communauté internationale a été totalement inadéquate. " On trouvera le document des ONG à <http://www.oxfam.org.uk/policy/papers/drc2fr.doc>.

ANGOLA : IDENTIFICATION DE CINQ MILLIONS D'ENFANTS

En août, le gouvernement de l'Angola a commencé une campagne de 18 mois en vue d'identifier et d'enregistrer un nombre estimatif d'environ cinq millions d'enfants et d'adolescents séparés de leur famille par la guerre. Près du quart des habitants de l'Angola ont été extirpés de leur foyer par une guerre dont la durée dépasse maintenant de quatre fois celle de la Seconde Guerre mondiale. De nombreuses personnes ont perdu leurs papiers et les archives publiques ont été détruites au cours des combats. Près de la moitié de la population de l'Angola a moins de 18 ans et près de trois enfants angolais sur dix meurent avant l'âge de cinq ans, selon l'UNICEF. La directrice de l'UNICEF, Carol Bellamy, a fait l'éloge du plan d'enregistrement, affirmant que " L'enregistrement d'un enfant peut s'avérer l'une des pierres angulaires qui feront en sorte que, en bout de ligne, les droits des enfants pourront être respectés. "

LE POINT SUR LA CERTIFICATION

En juin, la Guinée a mis en place un système de certification pour l'exportation de diamants bruts. Étroitement apparenté au système mis en place l'année dernière par la Sierra Leone, le nouveau mécanisme a été conçu par les fonctionnaires de l'État en collaboration avec le Conseil supérieur du diamant de la Belgique. Le groupe d'experts sur la Sierra Leone du Conseil de sécurité de l'ONU a affirmé en 2000 que les diamants de guerre filtraient par la Guinée et qu'il fallait des systèmes de certification dans l'ensemble de la région de l'Afrique de l'Ouest.

Entre-temps, un examen du mécanisme de certification des diamants de la Sierra Leone, préparé pour le Conseil de sécurité de l'ONU, a permis de constater qu'au cours de l'année suivant la mise en place du mécanisme en juillet 2000, le pays a exporté 140 760 carats, d'une valeur de 19,1 millions de dollars US. Voilà qui se compare favorablement aux chiffres de 1999 sur l'exportation, qui faisaient état de 9 300 carats, évalués à seulement 1,2 million\$US.

LIVRES

Resource Wars: The New Landscape of Global Conflict, par Michael Klare, Henry Holt, New York 2001, 277 pages, 26 \$US

L'après-Guerre froide a été la scène d'une prolifération de conflits internes et extrêmement destructeurs. Michael T. Klare, professeur d'études sur la paix et la sécurité mondiale au Hampshire College et correspondant en matière de défense pour *The Nation*, soutient que les " lignes de failles " qui mènent à ces conflits ne sont ni l'ethnie, ni la religion, ni l'idéologie mais la concurrence pour l'accès à des ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz, l'eau, le bois, les diamants et d'autres précieux produits d'exportation.

Le pétrole et l'eau, " en raison de leur rôle de premier plan dans le maintien de la vie et de l'activité humaines ", dominent le livre; ce sont les " ressources les plus susceptibles de déclencher des combats à grande échelle entre les armées des États-nations établis ". Mais les ressources comme les diamants, l'or, les minéraux précieux et les vieux peuplements de bois " sont suffisamment précieuses et recherchées pour provoquer des conflits au sein des États ". En Sierra Leone, par exemple, où plus de 50 000 personnes ont été tuées, le groupe qui est le fer de lance du conflit, soit le Front révolutionnaire uni (RUF), cherche avant tout à " continuer d'occuper les principales régions productrices de diamants et à maîtriser le mouvement des pierres vers les marchés internationaux ". L'auteur fait aussi de courtes évaluations critiques d'autres conflits alimentés par les ressources, tels que ceux en Angola, au Congo et au Cambodge et en PNG.

Il s'agit d'un livre précieux qui arrive à point nommé, bien que ses prévisions de conflits croissants en Afrique puissent sembler trop sombres.

The Diamonds, par J. Sorie Conteh, Lekon New Dimensions Publishing, New York, 2001, 248 pages.

Le premier roman de J. Sorie Conteh explore la misère humaine et l'effondrement social occasionnés par la grande ruée vers les diamants qu'a connue la Sierra Leone au cours des années 1950. Gibao Semabu, un prospère paysan, quitte son village pour le meilleur des mondes, soit celui de l'extraction minière à Sewa. Il est confronté à un monde totalement différent et corrompu, où l'argent se gagne et se perd rapidement, où le vol est accepté tant qu'on ne se fait pas prendre et où la prostitution fait partie intégrante de la vie. Au départ timide mais animé par une extraordinaire ambition de s'enrichir rapidement, Gibao succombe à la cupidité et à la corruption des mines et va encore plus loin : il commet un meurtre rituel après qu'un sorcier lui eut dit que cela l'aiderait à trouver de gros diamants.

Au premier niveau, le livre est une parabole de la destruction de la vie paysanne par les avancées de la modernité, à la manière de Thomas Hardy : il juxtapose la société bucolique et magnifiquement ordonnée des régions rurales de la Sierra Leone et le monde violent et corrompu du capitalisme sauvage, en montrant comment la collision entre les deux peut mener à la destruction de la première. Mais Conteh, un universitaire de la Sierra Leone en poste à la mission de l'ONU au Koweït, semble résolu à faire un énoncé plus profond et sa voix d'auteur, qui conclue le roman, peut paraître, aux yeux des puristes littéraires, comme une intrusion animée par une mode : " ... les diamants qui devaient assurer la prospérité ont plutôt jeté un sort sur la nation. Et c'est là toute l'ironie. Les avantages économiques des diamants, qui devaient libérer les gens de l'emprise de la pauvreté, les ont plutôt transformés en esclaves de la cupidité. "

DIAMANTS DE GUERRE : PROJET DE LOI CANADIEN

Le député **David Pratt** va bientôt déposer un projet de loi d'initiative parlementaire au Parlement canadien visant à conférer un poids juridique aux efforts déployés par le Canada pour mettre un terme au commerce des diamants de guerre. Inspirée de la Clean Diamonds Trade Act dont débattent actuellement les législateurs américains, cette loi canadienne sur les diamants de guerre imposerait une amende maximum de 500 000 \$ CAN ou une peine de prison de cinq ans, ou les deux, aux personnes trouvées coupables de trafic des diamants de guerre. Le projet de loi vise à compléter et appuyer les efforts des gouvernements, de l'industrie du diamant et des ONG qui travaillent, par l'entremise du "Processus de Kimberley", à la création d'un système de certification international pour les diamants bruts.

David Pratt s'est rendu pour la première fois en Sierra Leone en 1990 à titre de conseiller municipal de la ville de Nepean, qui était jumelée avec Bo. Depuis son élection au Parlement en 1997, il a été à quatre reprises l'envoyé spécial du Canada en Sierra Leone. Son dernier rapport sur la Sierra Leone a été publié en septembre : "Sierra Leone : Danger et perspectives d'un conflit élargi régional". Le rapport est disponible à www.davidpratt.ca.

LOI AMÉRICAINE SUR LES DIAMANTS : UN PROGRÈS DE TAILLE

Après des mois de dispute et de confusion, les législateurs américains cherchant à mettre un terme au trafic des diamants de guerre en sont arrivés, en août, à un compromis. En mars, plus de 80 membres du Congrès américain ont coparrainé un projet de loi visant à mettre un terme à l'importation de diamants de tout pays qui n'est pas partie au projet de processus de certification international des diamants bruts. Portant le titre de « Clean Diamonds Act », le projet de loi a obtenu un appui généralisé au sein de la communauté américaine des ONG. Quelques semaines plus tard toutefois, le sénateur républicain **Judd Gregg** a déposé le « Conflict Diamonds Act », inspiré d'un projet de loi élaboré par des intervenants clés au sein de l'industrie américaine de la bijouterie.

Le compromis, c'est-à-dire le Clean Diamonds Trade Act, coparrainé par les représentants **Tony Hall**, **Frank Wolf** et d'autres, fait écho à un projet de loi semblable parrainé au Sénat par le sénateur républicain **Mike DeWine** et les sénateurs démocrates **Dick Durbin** et **Russell Feingold**. Le projet de loi au Sénat a franchi

un pas en septembre lorsqu'il a été ajouté aux autres projets de loi « à adopter absolument ». On prévoit que ce projet de loi sera fusionné à celui de la Chambre des représentants dans les semaines qui viennent.

Eli Izhakoff, président du World Diamond Council, a affirmé que le geste du Sénat représentait un progrès considérable. « Tous les secteurs de l'industrie légitime des diamants sont résolus à mettre un terme au commerce des diamants de guerre. »

« L'adoption par le Sénat du *Clean Diamonds Act* représente un progrès de taille vers l'expression des sentiments de l'Amérique – c'est-à-dire que les diamants de guerre sont déplorables et que nous ne voulons pas que nos achats de ce témoignage d'amour financent le terrorisme », a dit **Rory Anderson**, gestionnaire des relations avec le gouvernement pour la filiale américaine de la plus grande ONG du monde, Vision mondiale. « Le Sénat doit être félicité pour les efforts qu'il déploie afin de veiller à ce que les diamants servent au développement et non à la destruction. »

Les diamants de guerre (suite page 1)

« Bon nombre de fonctionnaires et de représentants de l'industrie travaillent de bonne foi au cours de ces réunions, dit Smillie, mais pour d'autres, le Processus de Kimberley est une série d'abstractions arides sur lesquelles on se penche sans sentiment d'urgence ou de compassion. Il paraît que ces personnes ne reconnaissent pas qu'il s'agit des vies de personnes innocentes en Afrique et que notre démarche pourrait, en fait, sauver une industrie qui a été envahie par des brigands, des seigneurs de la guerre et des tueurs. Je dis « pourrait », de poursuivre Smillie, parce qu'il ne faut pas oublier que, pour les ONG en quête d'une cause, les diamants sont presque un cadeau du ciel. Leurs rapports avec trois guerres brutales est clair. L'industrie, dominée par une grande société, n'est pour ainsi dire pas réglementée. Le problème illustre celui de la mondialisation, qui a tellement préoccupé les jeunes dans les rues de Seattle, Prague et Gênes. C'est une question beaucoup plus limpide que celle des phoques et du commerce de la fourrure. »

Le Processus de Kimberley s'est vu confier, par l'Assemblée générale des Nations Unies, le mandat de mettre au point un système international de certification des diamants bruts « simple et réalisable », en formulant des normes minimums pour les États producteurs, exportateurs et importateurs, y compris des mesures transparentes pour en garantir le respect. Deux autres réunions auront lieu avant que les participants au processus ne soient tenus de faire rapport à l'Assemblée générale, en décembre.

Veille médias

En juin, le président du Botswana, **Festus Mogae**, a prononcé un discours devant le National Press Club à Washington au sujet des diamants de guerre et des autres diamants. « Les diamants sont le fondement de notre réussite, a dit Mogae. C'est surtout à cause des diamants que le Botswana est le pays non-producteur de pétrole le plus prospère de l'Afrique. » Il a dit que le Botswana « devait aborder la question des diamants de guerre de façon sérieuse et responsable... Le Botswana appuie les efforts internationaux visant à déclarer illégaux les diamants de guerre puisque nous croyons qu'un seul diamant de guerre en est un de trop. Les diamants du Botswana n'ont jamais été des diamants de guerre. » En 2000, le Botswana a exporté pour 2,2 milliards de dollars US de diamants.

En juillet, le magazine d'actualité vedette de la NBC, *Dateline*, a présenté un reportage de 20 minutes sur les diamants de guerre au cours duquel on a interviewé **Tony Hall**, représentant au Congrès américain, **Alex Yearsley**, de Global Witness et **Matt Runci**, des Jewelers of America. M. Runci a dit ce qui suit : « Le fait est qu'aujourd'hui, les bijoutiers détaillants de l'Amérique ne peuvent fournir aux consommateurs l'assurance complète qu'ils sont en droit d'obtenir en rapport avec la vente de diamants individuels. » « Des caméras cachées ont ensuite montré des vendeurs et des responsables chez **Tiffany**, **Cartier** et **Harry Winston** affirmant qu'ils ne vendaient pas de diamants de guerre. Pire encore, la caméra s'est ensuite rendue chez les négociants de la 47^e rue, à New York, avec deux diamants bruts d'une valeur de 1 000 dollars chacun en provenance de la Sierra Leone. L'un d'entre eux a offert 800 dollars, rubis sur l'ongle, et un autre 200 dollars. Les deux ont dit vouloir d'autres pierres - et à ce prix, pourquoi pas? »

AUTRES FACETTES

Autres facettes, un bulletin périodique au sujet de l'effort international visant à mettre fin aux conflits reliés aux diamants, est une publication conjointe de Partenariat Afrique Canada (Ottawa), de l'International Peace Information Service (Anvers) et du Network Movement for Justice and Development (Freetown). Les points de vue exprimés dans *Autres facettes* sont uniquement ceux des auteurs et de la rédaction.

Nous reconnaissons l'appui du Program on Global Security and Sustainability de la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, de l'Agence canadienne de développement international, du Department for International Development, de l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, du Centre de recherches pour le développement international, du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada, du Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile, d'Inter Pares, de CUSO, de Terre sans frontières, du Centre canadien d'étude et de coopération internationale et d'autres.

Pour communiquer avec *Autres facettes*, veuillez contacter Partenariat Afrique Canada, 323, rue Chapel, Ottawa, ON, K1N 7Z2 Canada; courriel : hdsda@partnershipafricacanada.org www.partenariatafricacanada.org ISSN : 1496-7502